

SEMINAIRE NATIONAL SUR LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE

TABLEAU DE PLANIFICATION DES ACTIVITES

====000=====

SOUS-COMMISSION 2 : TRANSPARENCE DANS LA GESTION BUDGETAIRE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Président : KOYASSAMBIA Jean Baptiste

Rapporteur : NATELAO BAIPOULE Marius Samuel

Expert international : BITON Alain

(Annexe : liste des participants)

Liste des questions ayant encadré la discussion :

- **La non application des textes régissant les Finances Publiques ;**
- **L'ampleur du secteur informel dans l'économie centrafricaine ;**
- **La faveur accordée dans l'exécution du budget de l'Armée ;**
- **La corruption au sein des FDS pourtant mieux payées que les autres fonctionnaires ;**
- **L'inexistence des sanctions à l'endroit des corrupteurs pourtant prévues par le Code Pénal ;**
- **L'insuffisance des Structures de contrôle mise en place au Département des Finances.**

SYNTHESE DES DISCUSSIONS (max. 10 lignes) :

Les travaux de la Commission se sont focalisés sur deux points à savoir :

- **La transparence dans la Gestion budgétaire ;**
- **La corruption comme contraintes des Forces publiques.**

En effet, il est à retenir que les maux qui gangrènent les finances publiques centrafricaines, sont dues au manque de rigueur et à la non application des textes qui les régissent. Pour pallier à ce manquement grave, la Commission s'est penchée sur la poursuite des réformes entamées à partir de 2005 suite aux différents rapports des Partenaires au Développement (FMI et BM)

I : Actions prioritaires dans les huit mois (échéance : décembre 2008)

Objectifs	Activités	Période (numérotation semaines)	Responsables (individu ou service précis)	Indicateurs de validation
Objectif 1 : Améliorer la prévision budgétaire	<u>Dépenses</u> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'un organigramme type par ministère - Fiabiliser le fichier de la solde (mise en œuvre de la nouvelle chaîne de solde) - Améliorer la connaissance des moyens humains et matériels existants dans les ministères et présentation chiffrée des besoins nécessaires de fonctionnement aux fins d'une présentation lisible du budget au parlement - Présentation des crédits de l'année dans le cadre de dépenses en moyen terme (CDMT) en conformité au DSRP (approche sectorielle) <u>Recettes</u> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la connaissance de la matière fiscale par la maîtrise plus rigoureuse du secteur informel (recensement approfondi des unités économiques, extension du NIF, implantation des centres d'impôts au Km5, mise en place des centres de gestion comptable agréés et renforcement des contrôles douaniers aux frontières) 	<p style="text-align: center;">1 an</p> <p style="text-align: center;">32 semaines</p> <p style="text-align: center;">1 an</p> <p style="text-align: center;">1 an</p> <p style="text-align: center;">1an</p>	<p style="text-align: center;">Ministère de Fonction Publique + MFB</p> <p style="text-align: center;">Fonction Publique + MFB +FACA</p> <p style="text-align: center;">MFB et tous les Ministères</p> <p style="text-align: center;">MFB et tous les Ministères</p> <p style="text-align: center;">DGB et les Régies Financières</p>	

Objectif 2 : Respect de la procédure budgétaire	- Application du texte sur le circuit des dépenses	16 semaines	MBF Tous département	
	- Etablir une nomenclature des pièces des dépenses	16 semaines	MBF Tous département	
	- Etablir une mercuriale des prix	16 semaines	MBF Tous département	
	- Encadrer juridiquement les procédures exceptionnelles de dépenses pour les traduire budgétairement	16 semaines	MBF Tous département	
	- Mettre en application le nouveau code de marché public.	32 semaines	Gouvernement + parlement	
	- Mettre en œuvre un système informatique intégré pour le suivi de l'exécution budgétaire	24 mois	Partenaires Extérieures	
	- Mettre en place une structure de régulation budgétaire destinée à gérer les crédits budgétaires en fonction de la situation de la trésorerie.	10 semaines	DGT Direction du Budget	
	- Elaboration du compte administratif par le DGB	10 mois	Direction Budget TS départements	

Objectif 3 : Améliorer les recettes	<ul style="list-style-type: none"> - Recoupement des fichiers Impôts/ Douanes 	<p style="text-align: center;">32 semaines</p>	<p style="text-align: center;">DGI DGD DGI</p>	
Objectif 4 : Améliorer au trésor le suivi comptable et la gestion de la trésorerie	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une nomenclature comptable débouchant sur la présentation d'une compte de gestion - Unité de trésorerie (suppression des comptes ouverts dans les Banques primaires et remonter les recettes des ministères au trésor 	<p style="text-align: center;">10 semaines</p> <p style="text-align: center;">32 semaines</p>	<p style="text-align: center;">DGT</p> <p style="text-align: center;">Gouvernement</p>	
Objectif 5 : Renforcement des corps de contrôle opérationnel et autonome	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre la cour de comptes en situation de juger le compte de gestion 	<p style="text-align: center;">32 semaines</p>	<p style="text-align: center;">MFB Ministère de la Justice</p>	
Objectif : 6 Promotion de la lutte contre la corruption	<ul style="list-style-type: none"> - Négociation d'une solution durable au règlement des arriérés des salaires - Déblocage des salaires - Elaboration d'un code d'éthique par corps d'Etat. 	<p style="text-align: center;">32 semaines</p> <p style="text-align: center;">32 semaines</p> <p style="text-align: center;">26 semaines</p>	<p style="text-align: center;">Ministère de Finances et de la fonction Publique</p> <p style="text-align: center;">Ministère de Finances et de la</p> <p style="text-align: center;">Fonction Publique Tous ministères</p>	

	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une structure indépendante de dépistage de la corruption (étude qualitative sur les phénomènes de solidarité familiale et l'usage des revenus détournés) - Application du code pénal contre les corrupteurs et les corrompus - Sanctions exemplaires pour les détournements des deniers publics (radiation de la fonction publique et publication des décisions de sanction) - Communication des résultats des contrôles douaniers et fiscaux les plus importants au plus haut niveau - Mise en œuvre d'un système incitatif de rémunération des indicateurs dans le cadre de la lutte contre la fraude - Mise en œuvre effective du pouvoir d'investigation et d'évocation des affaires par l'IGF et la cour des comptes (contrôles sur place) - Information massive de la population et des contribuables sur les droits et devoirs de chacun - Réhabilitation des casernes militaires avec une gestion scrupuleuse des poudrières 	<p>16 semaines</p> <p>12 semaines</p> <p>12 semaines</p> <p>32 semaines</p> <p>16 semaines</p> <p>16 semaines</p> <p>16 semaines</p> <p>2 ans</p>	<p>Commission inter ministérielle</p> <p>Ministère de la Justice</p> <p>Tous départements + conseil de discipline</p> <p>Régies financières</p> <p>MFB</p> <p>MFB + Justice</p> <p>MFB</p> <p>Défense Nationale + partenaires extérieurs</p>	
--	---	---	--	--